



Analyse de la conjoncture 2020-2021 présentée à l'Assemblée générale d'ATTAC-Québec, le 27 novembre 2021

Introduction

L'humanité est aujourd'hui confrontée à des crises majeures interreliées qui menacent la viabilité de notre système : crise sanitaire, crise climatique, crise des inégalités, crise humanitaire, crise des réfugiés et on voit poindre à l'horizon une crise des finances publiques partout dans le monde. Pendant ce temps les multinationales ont encaissé des profits faramineux, les entreprises numériques ont pris une place dominante et incontournable et les super riches ont encore augmenté leurs fortunes. Un récent rapport d'Oxfam révèle que 2153 milliardaires du monde se partagent plus de richesse que 4,6 milliards de personnes soit 60 % de la population de la planète. «Les inégalités ne sont pourtant pas une fatalité, mais le résultat de choix politiques» conclut le rapport.

Les problèmes sont mondiaux. La pression citoyenne internationale force les dirigeants à reconnaître les problèmes qui, il y a juste quelques années, n'étaient soulevés que par la gauche et les groupes progressistes. L'urgence d'une transformation verte et juste est désormais sur toutes les lèvres sans pour autant qu'il n'y ait d'actions significatives tant au niveau national qu'international.

La crise sanitaire

Pour une deuxième année, la crise de la COVID a été l'un des événements marquants au niveau national comme international. Cette pandémie si elle a mis en évidence le délabrement de notre système de santé – victime des coupures et de l'incurie des gouvernements antérieurs – a surtout montré que cet État est irremplaçable. Devant un ennemi invisible et implacable, il se réveille, trouve les ressources nécessaires, force les changements, adopte des mesures ambitieuses qui montrent qu'il a le pouvoir d'agir et de contraindre.

La pandémie a mis en évidence que la solidarité, la cohésion sociale sont indispensables face à un péril majeur en même temps qu'elle révélait la fracture d'une minorité d'irréductibles réfractaires. Cette urgence de solidarité, si elle s'est manifestée au niveau national, a creusé plus encore les inégalités entre les riches et les pauvres de ce monde. Les pays développés précommandaient des dizaines de milliards de doses de vaccins ne laissant que des miettes pour les pays de toute façon trop pauvres pour payer les prix astronomiques demandés par les multinationales.

En octobre, le Fonds monétaire international (FMI) dénonçait les risques que représente la fracture vaccinale alors que 60 % de la population des pays développés étaient complètement

vaccinés, mais moins de 5 % l'étaient dans les pays à faible revenu. En Afrique, la lenteur de la vaccination – 2 % – est due aux contraintes de l'approvisionnement, mais surtout aux problèmes structurels (manque d'infrastructures pour des vaccins qui requièrent des conditions particulières, obstacles logistiques) et manque de personnel qualifié. Il faut souligner que si les vaccins sont inaccessibles en Afrique – alors que certains pays – comme l'Afrique du Sud – pourraient les produire c'est surtout en raison des multinationales pharmaceutiques qui préservent leur monopole sur les brevets et les droits de propriété, alors qu'elles ont développé ces vaccins avec des dizaines de milliards de fonds publics.

La crise climatique

L'année 2021 a été une année marquante pour l'environnement. En juin, est rendu public un rapport international sur la Biodiversité et les changements climatiques, problème dont on parle moins, pourtant le monde scientifique reconnaît que le déclin de la biodiversité et les changements climatiques sont les deux problèmes mondiaux les plus aigus et qu'ils sont interconnectés.

En août paraissait le nouveau rapport du Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat (GIEC) qui nous dit que minuit a sonné. Malgré 30 ans d'avertissements, nous n'avons pas agi, les changements sont désormais irréversibles. Si nous ne changeons pas de trajectoires le monde se dirige vers un réchauffement catastrophique de + 2,7 degrés et le Canada est directement concerné : certaines régions se réchauffent 3 fois plus vite que la moyenne mondiale. Pour la première fois, ce rapport aborde l'incompatibilité entre la croissance économique et la lutte contre les changements climatiques et aborde l'idée de la décroissance. Une seule avenue s'impose, diminuer la quantité de matières premières et d'énergie que nous utilisons et la quantité de déchets que nous produisons. Chaque fois que nous relançons la production, nous relançons la destruction. Ce rapport lançait un message clair à la COP26 : lutter contre les changements climatiques cela veut dire *réorganiser et transformer profondément nos sociétés*.

Autre événement marquant, la COP26 qui se tenait début novembre à Glasgow. Le GIEC avait pointé du doigt les coupables : les industries fossiles, pourtant le Pacte qui a été signé n'est fait que de compromis et montre l'absence de volonté politique des 197 pays signataires par rapport à cet enjeu majeur. Mais comment attendre les décisions draconiennes qui s'imposent quand plus de 500 participants à la Conférence sont des lobbyistes associés aux industries fossiles? Alors qu'il faudrait – dès maintenant – mettre fin à tout nouveau projet d'exploration et d'exploitation d'énergies fossiles pour respecter l'Accord de Paris sur le climat, c'est un accroissement de la production qui est projeté pour les années à venir. Une fois encore, les pays riches ont tourné le dos aux pays vulnérables : alors que chaque année les énergies fossiles reçoivent des subventions de 423 milliards, l'accord n'a pas permis de s'entendre sur les 100 milliards destinés à aider les pays vulnérables à faire face aux impacts de la crise. Justin Trudeau, malgré ses discours verts, ses déclarations vertueuses et ses promesses, ne coupera pas les subventions aux pétrolières de

l'Ouest (14 milliards entre 2018 et 2020), pas plus qu'il n'en réduira la production, en tentant de faire croire que cela se fera en réduisant les GES.

Élections

L'année 2021 était une année électorale. Au niveau fédéral, on aurait pu espérer que la nomination de Steven Guilbault comme ministre de l'Environnement par Justin Trudeau était l'amorce d'un changement de cap réel. Leur participation à la COP26 et les positions qu'ils y ont prises a montré que les « discours verts » n'ont pas fait place à une volonté réelle de changement.

Au niveau provincial, les politiques du gouvernement de François Legault restent contradictoires; en juillet, il annonce un non officiel au projet GNL, tout en défendant le 3^e lien tout aussi désastreux pour l'environnement.

Malgré un taux d'absentéisme élevé, c'est au niveau municipal que l'on a senti un vent nouveau se lever. Des jeunes, des femmes, des nouveaux arrivants engagés en politique dans la vague écologiste sont élus pour faire la différence. La preuve est faite que les actions pour sauver la planète ne viendront pas des dirigeants politiques, mais qu'elles viendront de la pression citoyenne et de ces jeunes qui se sont engagés pour faire de notre monde un monde plus juste et plus vert. En mai, 190 personnes venant de 95 organisations et 12 universités, regroupées dans le Front commun pour la transition énergétique, lançaient « le mouvement des collectivités ZEN » pour la carboneutralité.

La crise humanitaire

Sur fond de tensions inter impérialistes Chine/États-Unis qui menacent la paix dans le monde, les crises sanitaire et climatique s'ajoutent à des situations de conflits meurtriers et de violations flagrantes des droits humains. Ces drames humains se vivent sous le regard indifférent des pays occidentaux.

Dans son rapport «Le virus de la faim», Oxfam révèle que : « Cette année, 20 millions de personnes supplémentaires sont confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire extrêmes, pour un nouveau total de 155 millions de personnes réparties dans 55 pays...» Les conséquences de la crise climatique : sécheresses, inondations, feux de forêt... privent les populations de leur moyen de subsistance...

Il reste que les conflits sont la principale cause de la faim, ce qui n'a pas empêché les dépenses militaires dans le monde d'augmenter de 2,7 % l'année dernière, soit 51 milliards de dollars. Cette somme est 6,5 fois supérieure à l'appel humanitaire des Nations Unies pour la sécurité alimentaire de 2021 qui s'établit à 7,9 milliards de dollars.

Résultats : des millions de personnes quittent leur foyer pour fuir des situations infernales. Après avoir risqué leur vie pour arriver en Europe ou aux États-Unis, ces réfugiés se trouvent entassés dans des camps dans des conditions atroces comme on le voit ces derniers jours à la frontière entre la Pologne et le Bélarus.

Les entreprises numériques : les monarques intouchables du capital mondialisé

Tout au long de cette dernière année, encore une fois, la pandémie via les mesures sanitaires a modifié nos vies individuelles et collectives. Contrairement à un grand mouvement de démondialisation, que plusieurs souhaitaient en début de pandémie, la dernière année a plutôt confirmé la croissance et le pouvoir des grandes entreprises numériques mondialisées. En trois mois seulement, entre mai et juillet 2021, les Google, Apple, Facebook et Microsoft de ce monde se sont partagé plus de 75 milliards de dollars de profit. Par son commerce en ligne et l'hébergement « nuagique » des données, Amazon a augmenté ses profits de 48 % (7.8 milliards de dollars) pendant cette même période.

Si ces entreprises performant, c'est grâce aux infrastructures que les États souverains mettent à leur disposition.

À titre d'exemple, Amazon a négocié avec Hydro-Québec l'achat d'un de leur terrain de 255,000 pieds carrés au prix coûtant et obtenu des tarifs d'électricité à rabais (environ deux fois moins cher que le tarif des particuliers) pour y construire un centre de données. L'arrogance d'Amazon va jusqu'à faire pression sur le Conseil du Trésor pour se positionner avantageusement pour y héberger les données gouvernementales.

Cette illustration « locale » de la mainmise d'Amazon peut sans aucun doute être multipliée plusieurs centaines de fois. Amazon, partout dans le monde, veut être de plus en plus près du désir du consommateur : réduire son temps d'attente et particulariser son offre de produit.

La concurrence entre les États pour bénéficier de la « bienfaisance » de ces entreprises monopolistiques, favorise leur hégémonie : toute législation est perçue comme une entrave inacceptable à leur expansion. Ces entreprises tentaculaires prétendent ne devoir rendre de compte à personne. Les lobbies qui pullulent de façon secrète autour des dirigeants des États assurent leur omnipotence.

Où en est la justice fiscale?

Les *Pandora Papers*, le dernier des scandales financiers nous montrent que malgré tous les autres scandales qui ont éclaté ces dernières années, les paradis fiscaux sont encore bien vivants et privent encore les États de milliers de milliards de dollars de revenus. Ils dévoilent, entre autres, que 35 chefs d'État, anciens et actuels, et plus de 330 politiciens baignent dans ces combines d'« optimisation fiscale ». Comment s'attendre à ce que les gouvernements luttent efficacement contre les paradis fiscaux alors que nombre de politiciens sont eux-mêmes plongés dans ces scandales odieux tout en tenant de beaux discours sur l'importance de combattre les paradis fiscaux ?

L'entente « historique » de taxation mondiale

L'accord de l'OCDE, qualifié d'« historique » sur la taxation minimale mondiale, qui vient d'être approuvé par 136 pays (dont le Canada) le 8 octobre 2021 pourrait sembler, à première vue, une victoire sur les paradis fiscaux et la création d'un système qui contraint enfin les multinationales à payer leur « juste part d'impôt ».

L'Accord comporte deux piliers.

Le premier pilier concerne une meilleure distribution des recettes fiscales entre les pays de l'OCDE : plutôt que les recettes fiscales soient versées uniquement dans le pays qui héberge le siège social, une partie de ces recettes sera versée dans les pays où elles ont réalisé leurs profits, sans égard à la localisation des sièges sociaux. En contrepartie, les pays qui ont instauré des taxes sur les GAFAM devront les annuler.

Le deuxième pilier porte sur l'instauration à partir de 2023 d'un taux de taxation de 15 % sur les profits des multinationales réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 866 millions de dollars, et ce, dans tous les pays de l'OCDE. Cependant, certaines exceptions s'appliquent : les industries extractives, le transport maritime et les services financiers réglementés n'y seront pas assujettis.

Alain Deneault constate qu' « en dépit de ses défauts, la mesure opère toutefois une bascule politique déterminante : elle prive les multinationales de la fiction qui les plaçait au-dessus des lois ».

Cette mesure prétend freiner la concurrence fiscale qui depuis des années, pousse dangereusement les taux de taxation vers le bas afin d'attirer les investissements : une tendance lourde qualifiée par Brigitte Alepin de course fiscale vers l'abîme ». En effet, il y a 30 ans ce taux était au-dessus de 50 % et aujourd'hui il se situe en moyenne autour de 22 % dans les pays de l'OCDE.

Les réactions de divers analystes à cet accord ne sont pas nécessairement enthousiastes, car, au-delà des grands titres, une lecture plus approfondie semble en démontrer facilement les limites. En voici quelques-unes :

Le taux de taxation fixé à 15 % est trop bas. Un taux de taxation de 25 % comme le recommandaient des économistes éminents dont Joseph Stiglitz et de Thomas Piketty aurait été nettement plus adéquat. D'ailleurs, d'après l'OCDE, cet impôt minimum ne permettra de dégager qu'environ 216 milliards de dollars canadiens de recettes par année au niveau mondial... Ce qui est dérisoire par rapport aux bénéfices faramineux de ces compagnies. En définitive, ce montant ne permettra pas de financer les besoins sociaux, économiques et écologiques auxquels les États sont confrontés. Certains pays pourraient même perdre au change et les pays en développement ne retireront que des miettes.

Sortie de crise

On le sait, la pandémie a coûté cher aux fonds publics. Ces dépenses étaient nécessaires, mais la dette tant au niveau fédéral que provincial a explosé. De plus, l'urgente décarbonisation va coûter cher.

Les gouvernements comptent sur la reprise économique pour abaisser la dette et dégager des fonds pour réagir à l'urgence climatique. Mais cela ne suffira pas. On peut craindre un retour à des mesures d'austérité, mais l'histoire récente a mis en évidence les effets pervers de cette approche. Taxer la richesse, instaurer une justice fiscale pour dégager les fonds nécessaires comme plusieurs le suggèrent (même le gouvernement des États-Unis) est certainement un pas dans la bonne direction, mais ne résoudra pas tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Si nous voulons faire face aux crises que nous vivons, nous ne pourrons pas faire l'économie d'une remise en question sérieuse et en profondeur du système économique et social dans lequel nous évoluons, aussi contraignante soit-elle. Il nous faut inventer un système basé sur le respect de la planète, le bien commun, la solidarité et la justice plutôt que sur les profits, la surproduction, la concurrence et les inégalités. Il nous faut créer des liens forts entre les différents mouvements citoyens au Québec et à travers le monde car bien qu'une partie de notre survie repose sur l'action locale, aucun citoyen, aucun groupe ne peut plus se sauver seul dans sa bulle, dans sa ville, dans son pays. Ce travail de longue haleine est déjà amorcé avec des groupes citoyens auxquels nous participons.

Le recul d'Amazon qui a dû abandonner des projets d'entrepôts géants en France montre que des batailles peuvent être gagnées par la mobilisation citoyenne même si la guerre sera longue!